

cohérence des mesures de libéralisation du commerce et du développement durable, conclusion d'un accord pour reprendre les négociations concernant le secteur agricole d'ici 1999 ou 2000, examen des possibilités de libéraliser d'autres secteurs, notamment dans celui des technologies de l'information, et mise au point d'un programme de travail concernant l'investissement et les rapports entre les politiques relatives au commerce et à la concurrence.

Malgré les progrès importants qui ont été réalisés en ce qui concerne de l'ouverture du marché européen aux exportateurs canadiens, il reste certains irritants que le Canada tente de résoudre actuellement avec l'UE. Ainsi, le Canada tente de résoudre la question des inspections phytosanitaires du bois résineux exigées par l'UE en améliorant le programme d'inspection visuelle mis en place par l'industrie canadienne. L'UE songent à bannir toutes les importations de fourrure provenant d'animaux capturés à l'aide de pièges à mâchoires, le Canada s'efforce de négocier une entente établissant des normes de piégeage sans douleur qui satisferaient les groupes préoccupés par le bien-être des animaux sans imposer un régime coûteux de certificats. Le Canada cherche également à obtenir que soit modifié le régime d'importation de céréales de l'UE afin de le rendre conforme aux obligations contractées lors de la signature des accords de l'Uruguay Round; il s'efforce en outre d'obtenir l'accès du bœuf canadien au marché européen en contestant l'interdiction de l'UE portant sur les hormones selon une procédure prévue par l'OMC. Le gouvernement canadien continuera d'appuyer les efforts de l'industrie en vue de faire baisser les tarifs applicables à l'aluminium. Enfin, le Canada voudrait que les droits soient abolis sur les oléagineux et leurs dérivés, les métaux non ferreux ainsi que le bois et les produits du bois.

Analyse comparative

Il n'est pas sans intérêt de comparer les performances canadienne et américaine au chapitre des exportations vers le Royaume-Uni. L'économie canadienne étant dix fois plus petite que l'économie américaine, on serait en droit de s'attendre que les ventes du Canada le soient également, mais en fait, le Canada fait un peu mieux que cela, comme le révèle le tableau 3. On trouve aussi de grandes différences entre les deux pays quant à la composition des exportations. En termes relatifs, le Canada exporte beaucoup plus de ressources naturelles au Royaume-Uni que les États-Unis et beaucoup moins de produits manufacturés. Les exportations canadiennes de produits finis au Royaume-Uni augmentent rapidement, mais le tableau 3 montre clairement que le potentiel de croissance est encore plus grand, surtout dans les secteurs des télécommunications, des produits médicaux et pharmaceutiques et des biens de

consommation courante. Si le Canada pouvait réduire de moitié l'écart qui existe entre sa part relative du marché britannique et celle des États-Unis, ses exportations totales au Royaume-Uni augmenteraient de 600 millions de dollars. C'est à ce potentiel de croissance que veut s'attaquer le présent Plan d'action.

Plan d'action du Canada au Royaume-Uni

Il est évident que, même s'il y a longtemps que le Royaume-Uni et le Canada sont des partenaires commerciaux, des liens dynamiques les unissent. Le marché britannique continue d'offrir d'importants débouchés aux exportateurs canadiens et les investisseurs britanniques continuent de jouer un rôle actif dans le développement du Canada. Les compagnies canadiennes restent des partenaires stratégiques sur les marchés mondiaux. La Grande-Bretagne demeure une source de technologies qui permettent de transformer les compétences canadiennes. Le plan d'action du Canada au Royaume-Uni vise à mettre en lumière certains des secteurs clés où ces débouchés peuvent être exploités, notamment par les petites et moyennes entreprises (PME). Le plan d'action représente les efforts conjugués des membres d'Équipe Canada pour permettre aux entreprises canadiennes de faire des affaires prospères au Royaume-Uni et ailleurs en Europe.

Visites ministérielles – Les ministres canadiens, aussi bien fédéraux que provinciaux, qui se rendront au Royaume-Uni profiteront de toutes les occasions pour transmettre les messages suivants aux investisseurs éventuels.

- La conjoncture économique canadienne est favorable : les taux d'inflation et d'intérêts sont peu élevés et les coûts de la main-d'œuvre sont stables, les mesures de réduction des déficits fédéral et provinciaux portent fruit, la croissance du PIB réel est forte et les exportations ont augmenté à un rythme moyen de 8 % par année au cours de la dernière décennie.
- Le Canada offre encore le cadre économique et politique le plus compatible qui soit aux sociétés britanniques désireuses de former des alliances ou des partenariats, de trouver de nouvelles technologies ou d'investir des capitaux pour avoir accès au marché de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

Comme le Royaume-Uni est un débouché important pour les produits tirés des ressources naturelles et qu'on y compte un puissant mouvement écologique, les ministres profiteront de toutes les occasions qui

